

gouvernement, et tout d'abord aux lois sécuritaires, aux mesures contre les sans-papiers, aux démantèlement sans précédent du droit d'asile. Des militants se sont engagés dans des collectifs contre ces lois, et le réseau Ras L'Front s'est retrouvé encore à lutter sur plusieurs fronts à la fois. Par ailleurs, un grand nombre de ceux qui s'étaient agrégés à la lutte antifasciste en avril-mai n'y étaient plus en septembre.

Ras L'Front porte une aspiration qui le dépasse et sur laquelle il n'a pas plus de réponses que les autres : la nécessité d'une alternative, d'une réponse politique au FN. Cette dimension existe dès l'origine. L'appel des 250 expliquait que « Le temps de la contre-offensive est venu », posait la nécessité d'un programme d'action politique. Cette alternative, Ras L'Front n'est pas en mesure de la proposer, puisqu'il ne s'agit pas d'un parti mais d'un réseau.

Une partie de la jeunesse s'est mobilisée en avril 2002. Ras L'Front a semé sa petite graine, celle d'une dénonciation pas seulement morale du FN. Une chose cependant est de participer à une manifestation antifasciste. Une autre est de passer à un engagement quotidien, et au-delà à la construction d'une alternative. L'individualisme des années 1980 et 1990 a fait des ravages, et de nombreux jeunes ont peu de références montrant qu'une action collective peut payer. Même la référence à novembre-décembre 1995 n'appartient pas forcément au patrimoine de ceux qui étaient trop jeunes pour y participer. Les militants des partis, associations, syndicats, appartiennent souvent à une génération plus ancienne, avec des pratiques qui étonnent ou rebutent les plus jeunes. Mais il ne faut pas être pessimiste, on a retrouvé beaucoup de jeunes manifestants du 21 avril dans la rue contre la guerre, et des jeunes enseignants dans le mouvement en cours.

### Comment voyez-vous l'avenir du FN ?

Malheureusement inchangé, sauf s'il y avait un bouleversement de la donne politique à la suite des grèves en cours. D'autres chocs sont à venir : depuis son origine ce parti est perçu en terme de chocs : choc de 1983 (municipales à Dreux), de 1986 (élection de députés FN à l'Assemblée nationale), de 1988 (14 % pour Le Pen à l'élection présidentielle)... Le 21 avril 2002 s'inscrit dans cette lignée. Jusqu'ici, il n'y a pas eu de réponse adaptée, et le fait que le FN séduise une partie de l'électorat et influe fortement les politiques des gouvernements qui se suivent reste un problème. Ce n'est pas le moment pour Ras L'front de lever le pied.

Propos recueillis par Sylvain Pattieu.

1 Gallimard, 1987, rééd. 2002, coll. « Folio ».

## Une internationale brune ?

### Jean-Yves Camus

Politologue (Centre européen de recherche sur le racisme et l'antisémitisme). Auteur notamment de : *Le Front national* (éditions Milan) et, avec René Monzat, des *Droites nationales et radicales en France*, Presses Universitaires de Lyon, 1992.

## Extrême droite européenne : la rupture de la filiation fasciste ?

**Pour quiconque cherche à comprendre et à interpréter les succès électoraux** (et les revers, qui ont commencé) des partis politiques classés en Europe occidentale à l'extrême droite, une question récurrente est celle de leur filiation ou de leur différence avec les idéologies que furent le national-socialisme allemand, le fascisme italien ou les diverses formations nationalistes autoritaires qui apparurent dans les années 1930, et dont certaines (Garde de Fer roumaine et Rexisme belge en particulier) continuent de faire l'objet d'un véritable culte parmi les plus radicaux des militants nationalistes de droite. Nous avons défendu, depuis quelque temps déjà, la thèse selon laquelle les partis d'extrême droite qui recueillent les scores électoraux les plus élevés n'ont plus guère de liens, voire pas du tout, avec les formations historiques de ce courant, à l'exception notable du Front national français et du Vlaams Blok flamand<sup>1</sup>. Nous les avons catégorisés comme des populismes ultra-libéraux et xénophobes, en insistant sur la rupture essentielle que constitue, vis-à-vis du fascisme, l'adhésion à l'idée d'un État-minimum, réduit à ses fonctions régaliennes, ainsi que l'hyper-individualisme qui transparaît dans l'idée omniprésente du *struggle for life* fondateur du projet social du Front national français, par exemple, et qui est évidemment antinomique avec le corporatisme propre aux fascismes.

Une telle analyse est d'ailleurs désormais partagée par des chercheurs d'inspiration marxiste orthodoxe et des militants du mouvement « antifasciste » nettement engagés à gauche. Ainsi Carlos Nelson Coutinho, spécialiste brésilien de Gramsci, se référant au cas des dictatures militaires sud-américaines des années 1960-1970, les définit comme des « régimes dictatoriaux modernisateurs non fascistes », terme qu'il étend au franquisme<sup>2</sup>. Et Graeme Atkinson, un des principaux animateurs du magazine britannique *Searchlight*, admet que « ne pas comprendre que la plupart des partis d'extrême droite ne sont pas fascistes ou néonazis serait lourd de conséquences » pour les orga-

nisations qui luttent contre les thèses populistes et xénophobes<sup>3</sup>. Il s'agit évidemment d'une révision déchirante pour nombre d'entre nous, y compris pour l'auteur de ces lignes, qui, au temps de son premier engagement politique, après le coup d'État chilien de 1973, croyait sincèrement, en lisant chaque jour la pensée des militaires putschistes dans le quotidien de Santiago, *El Mercurio*, que Pinochet comme Videla, appartenait à la catégorie politique des fascismes. Mais la réalité est largement plus complexe et la déconstruction de l'extrême droite passe aussi par la redéfinition des concepts.

En effet, toutes les consultations électorales le prouvent, les mouvements qui, en 2003, se réclament d'une filiation avec l'Italie mussolinienne, le Reich nazi ou même le franquisme et le salazarisme, sont réduits à l'état de groupuscules sans prise sur la réalité sociale et politique. Ainsi, lors des élections régionales et municipales du 25 mai 2003 en Italie, le Movimento Sociale-Fiamma Tricolore, qui assume sa filiation avec le programme de la République de Salò, ne dépasse presque jamais la barre des 1 % (Rome : 0,6 % ; Trévise : 0,6 %) hormis en Sicile (Agrigente : 1,7 % ; Catane : 1,7 %). Les deux autres formations radicales, le Fronte Nazionale d'Adriano Tilgher, et Forza Nuova, de l'ancien « terroriste noir » Roberto Fiore, sont eux aussi marginaux, avec pour le premier 0,8 % dans le Latium et pour le second des scores autour de 0,3 % (avec une exception à Sondrio : 3,7 %). Le 18 mai, le même signal est venu de Belgique : aux élections à la Chambre, le mouvement Nation, dirigé par Hervé Van Laethem, a obtenu 0,1 % (1090 voix) dans l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvoorde et 0,4 % en Hainaut, avec une pointe à Mouscron (1,5 %). Enfin, le même mois, les élections régionales et municipales espagnoles ont confirmé l'absolue marginalité des groupes phalangistes (quelques milliers de voix au total), tout comme d'ailleurs des listes populistes xénophobes « modérées » du type Plataforma per Catalunya<sup>4</sup>. Cet échec des groupes radicaux ne signifie évidemment pas qu'ils ne représentent plus une menace pour la démocratie. Mais celle-ci est désormais d'une nature différente : elle ne réside plus dans le risque d'une participation au pouvoir, même local, mais dans le recours à la violence qui peut paraître aux militants radicaux comme une manière de compenser leur impuissance politique. Tout juste fera-t-on une exception pour le British National Party britannique, qui a remporté d'incontestables succès locaux lors des municipales de 2003 et souhaite au minimum remporter un siège lors des européennes de 2004. Cependant, le score de ce parti ouvertement raciste et antisémite doit être relativisé : ses bastions sont circonscrits à quelques villes moyennes du nord-ouest de l'Angleterre (Burnley ; Oldham) où il arrive certes premier ou second dans certains quartiers (Brunshaw et Bank Hall, à Burnley, avec respectivement 37 et 33,5 %), mais ce dans le contexte d'une participation

très faible qui ne lui donne jamais plus de quelques centaines de voix (à Bank Hall, le candidat BNP est second... avec 505 voix).

Les principaux partis nationalistes xénophobes ouest-européens partagent un programme minimum qui les classe assez clairement parmi les droites ultralibérales, pour tout ce qui a trait au programme économique et social. C'est évidemment très clair dans le cas des partis scandinaves comme le Parti du progrès norvégien et le Parti du peuple danois, qui incarnent une réaction de rejet du modèle égalitaire qui a été mis en place par la sociale-démocratie, dans un contexte de relative prospérité (Danemark) voire de réelle richesse (Norvège, où le taux de chômage est résiduel), l'extrême droite captant alors le vote de ceux qui refusent toute forme de redistribution par le *welfare state*. De même, la Lega Nord italienne a-t-elle un électorat socialement typé, celui des gagnants de l'explosion microcapitaliste qui fait la prospérité de l'Italie du Nord, lui aussi acquis à une sorte d'égoïsme régional qui manifeste son mécontentement vis-à-vis des transferts fiscaux de la « Padanie industrielle » vers le « Sud assisté », schéma que l'on retrouve dans l'argumentaire du Vlaams Blok flamand pour les élections de mai 2003 : la revendication indépendantiste y était justifiée par le fait que « des fleuves de milliards coulent du nord vers le sud, sans aider la Wallonie en rien, puisque celle-ci devient de plus en plus pauvre<sup>5</sup> ». Quiconque a étudié l'action des ministres du FPÖ autrichien dans le premier gouvernement Schüssel (2000-2003) ne peut également que confirmer la stricte orthodoxie libérale de l'action du ministre des Finances, Karlheinz Grassler, suffisamment conforme à la vulgate du marché-roi pour que celui-ci rejoigne d'ailleurs le ÖVP chrétien-conservateur... et que le FPÖ, qui avait remporté en 1999 le score record de 26,9 %, retombe à 10 %, ayant notamment perdu tout crédit dans les classes populaires puisque, choisi par 48 % des ouvriers qualifiés pour « dénoncer les scandales et les injustices » (première motivation du vote pour 65 % des électeurs FPÖ)<sup>6</sup>, il s'empressait, arrivé au pouvoir, de renforcer l'action de démantèlement de l'État et des acquis sociaux inaugurée par les sociaux-démocrates et poursuivie par les conservateurs. De même, l'orientation libérale du SVP/UDC suisse, conduite par l'industriel milliardaire Christoph Blocher, est évidente, tout comme l'incapacité du FN français, malgré le slogan « Ni droite, ni gauche » adopté juste avant les mouvements sociaux de décembre 1995, à être en prise avec le mouvement social et syndical, ce qui n'est guère étonnant puisque Jean-Marie Le Pen propose la semaine de 42 heures et la retraite à 70 ans<sup>7</sup>, tout en dénonçant « les gréviculteurs publics (qui) passent de l'anarchie à la sédition<sup>8</sup> ».

Que reste-t-il donc de la filiation fasciste ? Dans la majorité des cas, rien. L'émergence météorique de la Liste Pim Fortuyn, aux Pays-Bas, lors des élec-

tions législatives de mai 2002 et sa quasi-disparition lors du scrutin de janvier 2003 ont offert un exemple très concret d'erreur d'interprétation sur la nature du phénomène. Qualifié par la majorité des observateurs étrangers d'extrême droite néerlandaise, laquelle avait pourtant disparu corps et bien dès le milieu des années 1990 avec la déconfiture des très radicaux Centrumdemokraten, la LPF n'était en fait qu'un « extrémisme du centre », captant un « vote sur enjeu », sur la question de la citoyenneté et de l'immigration. La LPF avait une idée fixe : empêcher l'émergence, dans un pays gouverné selon les termes d'un fragile accord entre les groupes religieux chrétiens et les laïcs, d'un « pilier » supplémentaire de la société, celui de l'islam. Mais l'idée selon laquelle le *verzuiling* (le compartimentage) sur lequel repose depuis 1917 le consensus néerlandais allait exploser du fait de l'immigration musulmane, la remise en cause du multiculturalisme, débouchant sur l'obligation imposée aux étrangers de suivre un cursus de *inburgering* (intégration par assimilation), n'avaient pas été lancées par la LPF ou l'extrême-droite, mais bien par les partis politiques de droite comme de gauche ! Processus classique, connu également au Danemark, qui voit un parti populiste de droite percer en récupérant et en radicalisant une idée, celle de l'impossible intégration des cultures et religions non européennes, par ailleurs partagée, de façon euphémique, par les partis du « système ».

Thème qui a fait la fortune électorale des nationaux-populismes, la xénophobie et la volonté d'arrêter l'immigration, puis d'expulser les étrangers, ont pour fondement la vision de l'islam comme d'un mal absolu, intrinsèquement porteur de la violence terroriste et de la volonté de destruction de la civilisation occidentale. Or, depuis les attentats du 11 septembre 2001, cette hostilité constante aux étrangers musulmans s'est encore renforcée, se muant en une véritable islamophobie qui a conduit nombre de partis d'extrême droite à se chercher des alliés inattendus dans une sorte de quête de l'union sacrée contre le « péril musulman ». Une des évolutions importantes de l'extrême droite européenne est donc sa découverte récente d'autres « fronts » de combat. Ainsi, l'extrême-droite découvre des vertus à la Russie poutinienne, qui prend prétexte de la présence de groupes islamistes liés à al Qaida en Tchétchénie, pour mener une entreprise de liquidation de l'identité nationale tchétchène. En outre, elle se prend de passion pour le mouvement identitaire connu en Inde sous le nom de « hindutva », dont l'aile modérée est actuellement au pouvoir à Delhi par le biais du BJP et du Shiv Sena. Il n'est pas sans intérêt de noter que l'un des théoriciens les plus délirants de l'hindutva, le Belge Koenraad Elst, auteur d'une monumentale étude sur le nationalisme hindou intitulée *The Saffron Swastika*<sup>9</sup>, est par ailleurs contributeur régulier de la

revue flamande *TeKos*, émanation de la « nouvelle droite ». Mais le changement le plus surprenant est sans doute celui qui affecte la vision qu'a l'extrême droite de l'État d'Israël, du sionisme et des juifs, désormais acceptés, par le Front national et le MNR, comme des alliés, au moins tactiques, contre l'islam. L'ancien théoricien du GRECE, Guillaume Faye, a emboîté le pas, au nom d'une vision apocalyptique de l'avenir de la France où se préparerait une guerre civile entre « autochtones » et « allogènes » musulmans<sup>10</sup> et, de manière moins anecdotique, la rencontre entre le leader « blokker » Filip Dewinter et plusieurs dirigeants de la communauté juive d'Anvers, a confirmé le processus en cours depuis plusieurs années d'une recherche d'alliance entre le parti nationaliste flamand et une communauté radicalisée par l'augmentation importante des actes antisémites commis par de jeunes immigrants<sup>11</sup>. Ce renversement de position n'a pour l'instant qu'un impact marginal dans les communautés juives d'Europe, qui préfèrent, aux textes islamophobes des groupes nationalistes, les ouvrages d'apparence scientifique d'auteurs de droite en vogue, comme Alexandre Del Valle, élogieusement cité tant par les tenants de l'hindutva<sup>12</sup> que par les nationalistes russes radicaux<sup>13</sup>. Mais il est incontestable que l'apparition en France de la Ligue de défense juive, branche du groupe américain du même nom et inspirée par le rabbin raciste Meir Kahane<sup>14</sup>, ou l'existence, pour la première fois en Israël, en vue des élections de 2003, d'un réseau francophone assez dense faisant la campagne du parti d'extrême droite l'oud ha Leoumi, témoignent de la chute d'un interdit : celui qui faisait qu'aucun juif ne pouvait considérer l'extrême droite comme une alliée, même dans le contexte d'une recrudescence très inquiétante des actes antisémites, qui, en France, ont atteint leur plus haut niveau depuis 1945.

L'extrême droite en Europe montre donc, par ses transformations successives, sa capacité à s'adapter aux mutations du monde contemporain. Ceux qui la combattent n'ont pu manquer de s'apercevoir que toute mobilisation contre elle qui se fondait prioritairement, sinon uniquement, sur le critère de l'indignation morale et du « devoir de mémoire » était condamnée à n'être qu'un feu de paille, aussi utile qu'il ait été sur le moment (ainsi de l'entre-deux-tours de la présidentielle de 2002). Riposter efficacement à l'extrême droite suppose, après avoir préalablement admis qu'elle diffère en tout du nazisme et du fascisme dans son programme économique et social, d'insérer le combat contre ses idées et ses pratiques dans le cadre plus large de la mobilisation contre la mondialisation libérale, dont la progression explique largement les avancées des populismes xénophobes dans les couches les plus précarisées des sociétés occidentales.

- 1 Ainsi dans l'article « Métamorphoses de l'extrême-droite en Europe », *Le Monde diplomatique*, mai 2002.
- 2 C. Nelson Coutinho : « El concepto de sociedad civil en Gramsci y la lucha ideologica en le Brasil de hoy », in *Paradigmas y Utopias*, revue théorique du Partido del Trabajo, Mexico City, n° 5, juillet-août 2002, p. 339.
- 3 Entretien avec l'auteur, Paris, 22 mai 2003.
- 4 Sur ce point, et sur l'échec de l'extrême droite espagnole, on se reportera à l'ouvrage très complet de Xavier Casals Meseguer : *Ultrapatriotas*, Editorial Critica, Barcelone, 2003, 486 pages.
- 5 Cité par le quotidien *Le Soir*, 19 mai 2003, p. 7.
- 6 Source : Exit poll Fessel-GfK, 1999.
- 7 Interview de J. M. Le Pen au quotidien *Le Monde*, 19 avril 2003, p. 8.
- 8 Communiqué de presse de Jean-Marie Le Pen, 4 juin 2003.
- 9 *The Saffron Swastika, Voice of India*, New-Delhi 2001, 2 vol. 1070 pages.
- 10 G. Faye, *La Colonisation de l'Europe*, Paris, Éditions Aencre, 2000.
- 11 Cf. Manuel Abramowicz, « Des juifs parmi les électeurs du Blok ? », *Regards* (Bruxelles), 12 septembre 2000.
- 12 Ainsi son livre, *Islamisme et États-Unis, une alliance contre l'Europe* (Éd. L'Age d'Homme, 1999), fait l'objet d'une recension élogieuse du Bharatvani Institute sur son site, [www.bharatvani.org](http://www.bharatvani.org). Celui-ci écrit notamment : « Del Valle seems to have drawn on the work of Indian scholars, though only Harsh Narain is mentioned in the bibliography. »
- 13 Des extraits du même livre sont parus dans les n° 31 et 32 de la revue *Russkij Vestnik*.
- 14 En Israël, le mouvement Kahana Hai, qui rassemble ses disciples, a été interdit et est considéré comme terroriste.

## Une internationale brune ?

### Jim Wolfreys

Enseignant à King's College, Londres

## Sur les pas du Front national, le British National Party.

*Le succès du Front national fait rêver nombre de partis d'extrême droite européens. C'est notamment le cas du British National Party anglais, qui a tenté de reproduire les recettes de son modèle français. Pour autant, sa quête de respectabilité électorale n'a pas été sans entrer en forte tension avec le fascisme du noyau dur de ses leaders et militants.*

### Les tentatives pour comprendre la ré-émergence d'organisations d'extrême droite en

Europe durant les deux dernières décennies ont souvent été gâchées par la tendance à accorder un crédit indu aux proclamations de ses représentants. On considère ainsi largement que Le Pen, leader de la « droite nationale, sociale et populaire », est un « national-populiste », tandis que les médias ont repris l'usage par Gianfranco Fini de l'étiquette « post-fasciste » et l'appliquent sans discernement aux adeptes de Mussolini et de la République de Salo, qui forment une partie significative des membres de l'Alliance nationale. On peut observer un schéma similaire en Grande-Bretagne après les récents succès électoraux du British National Party (BNP) aux élections locales. Jusqu'à il y a quelques années, le BNP, dans la mesure où on en parlait, se voyait invariablement raillé comme assortiment marginal de brutes néonazies. Aujourd'hui pratiquement aucun commentateur des médias ne semble capable de discuter de cette organisation sans d'abord admirer sa nouvelle « respectabilité ».

Il ne s'agit pas de dire que tous ceux qui pensent que l'extrême droite contemporaine est nationale-populiste ou post-fasciste sont dupes ou particulièrement naïfs vis-à-vis des dangers représentés par ces organisations. En effet, pour prendre l'exemple de la France, certaines analyses plus sophistiquées du langage utilisé par l'extrême droite font preuve d'une grande sensibilité à la manière dont les codes et les insinuations que celle-ci déploie sont utilisés de façon à masquer un projet politique plus sinistre<sup>1</sup>. De même, divers historiens ont établi d'utiles comparaisons entre le Front national (FN) et les thèmes de propagande de ses précurseurs, du boulangisme aux ligues antidreyfusardes, en passant par le poujadisme. Mais bien que de telles mises au jour des influences culturelles pesant sur l'extrême droite soient d'une valeur indéniable pour expliquer une partie de la rhétorique de la direction du FN, elles ne nous